

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/France-encore-une-horrible-campagne-presidentielle-l-Etat-profond-y-montre-son-visage>

France, encore une horrible campagne présidentielle, l'« Etat profond » y montre son visage.

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -
Date de mise en ligne : dimanche 26 février 2017

Description :

France-campagne présidentielle-

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Comme si la campagne présidentielle US n'avait pas été assez pénible, en voici une autre, cette fois en France.

Le système en France est très différent du système usaméricain, avec de nombreux candidats en concurrence sur deux tours, la plupart capables de s'exprimer fort bien, même parfois en abordant de vraies questions politiques. Leur temps de passage gratuit à la télévision réduit l'influence de l'argent. Le premier tour le 23 avril désignera les deux finalistes pour l'élection du 7 mai, ce qui permet un plus grand choix qu'aux États-Unis.

Et malgré la supériorité de leur système, les chefs de file de la classe politique veulent singer les moeurs de l'Empire, jusqu'à se faire l'écho du thème qui a dominé le show 2016 outre-Atlantique : les Russes diaboliques s'en prennent à notre merveilleuse démocratie.

L'imitation du système usaméricain a commencé avec les « *primaires* » tenues par les deux principaux partis de gouvernement qui aspirent manifestement à devenir les équivalents des Démocrates et des Républicains dans un système à deux partis. Le parti de droite de l'ancien président Nicolas Sarkozy s'est déjà rebaptisé Les Républicains et les dirigeants du soi-disant parti socialiste n'attendent qu'une occasion de se proclamer Les Démocrates. Mais au train où vont les choses, ni l'un ni l'autre ne semblent sûrs de l'emporter cette fois-ci.

Étant donnée l'impopularité du gouvernement socialiste du président sortant François Hollande, les Républicains ont longtemps été considérés comme les favoris naturels pour battre Marine Le Pen, que tous les sondages donnent en tête au premier tour. Dans une perspective aussi prometteuse, la primaire des Républicains a suscité plus du double de votants volontaires (tenus de verser une menue obole et de faire allégeance aux « valeurs » du parti afin de pouvoir voter) que celle des socialistes. Sarkozy fut éliminé, mais plus surprenant, le favori le fut aussi, le fiable maire de Bordeaux Alain Juppé, qui caracolait en tête des sondages et des éditoriaux de la presse.

Les valeurs familiales de Fillon

En une surprenante manifestation de vaste désenchantement public envers la scène politique, les électeurs Républicains ont accordé la victoire haut la main à l'ancien premier ministre François Fillon, un catholique pratiquant à la politique domestique ultra-néolibérale : réduction de l'impôt sur les revenus des sociétés, coupes drastiques dans les allocations sociales, y compris l'assurance maladie - accélérant ce que les gouvernements précédents ont fait, mais plus franchement. Ce qui est moins conventionnel, Fillon condamne fortement la politique antirusse actuelle. Il dévie aussi de la détermination du gouvernement socialiste à renverser Assad en exprimant sa sympathie pour les chrétiens harcelés en Syrie et pour leur protecteur, qui se trouve être le gouvernement d'Assad.

Fillon a l'allure respectable d'une personne à qui on peut donner le bon Dieu sans confession. Comme thème de campagne, il a mis l'accent sur sa capacité vertueuse à lutter contre la corruption.

Mal lui en a pris ! Voilà que le 25 janvier, l'hebdomadaire semi-satirique Le Canard enchaîné a tiré les premiers coups de feu d'une campagne médiatique en cours conçue pour détruire l'image de Monsieur Propre, en révélant que sa femme, la Britannique Penelope, a reçu un salaire mirobolant pour lui servir d'assistante. Comme Penelope est connue comme femme au foyer qui élève leurs enfants à la campagne, l'existence de cet emploi est sérieusement mis en doute. Fillon a aussi rétribué comme avocat son fils pour des tâches non spécifiées, et sa fille

pour prétendument l'aider à écrire un livre. En un sens, ces allégations prouvent la force des valeurs familiales du candidat conservateur. Mais sa cote a chuté et il risque des poursuites pénales pour fraude.

Le scandale est réel, mais le choix du moment est suspect. Les faits datent de plusieurs années, et le moment de leur révélation est bien calculé pour assurer sa défaite. En outre, le lendemain même des révélations du Canard enchaîné, une enquête judiciaire a été ouverte. Vu tous les tripatouillages non divulgués et les crimes de sang non résolus commis par ceux qui contrôlent l'État français au fil des années, surtout durant ses guerres à l'étranger, enrichir sa famille peut sembler relativement mineur. Mais ce n'est pas ainsi que le public le voit.

Cui bono ?

On tient en général pour acquis, bien que la candidate du Front national, Marine Le Pen, soit constamment en tête des sondages, que quiconque arrivera second l'emportera au second tour parce que la classe politique et les organes de presse établis se rallieront au cri de « *Sauvons la république !* ». La peur du *Front National* comme « menace pour la république » est devenue une sorte de racket de protection pour les partis établis, puisqu'il stigmatise comme inacceptable un vaste pan de leur opposition. Dans le passé, les deux principaux partis ont été en connivence sournoise pour renforcer le Front national afin de prendre des votes à leurs adversaires.

De sorte que faire tomber Fillon accroît les chances que le candidat d'un parti socialiste à présent complètement discrédité puisse se retrouver comme par magie en seconde position, comme le chevalier qui pourfendra le dragon Le Pen. Mais qui, au juste, est le candidat socialiste ? Ce n'est pas clair. Il y a le candidat officiel du parti socialiste, Benoît Hamon. Mais le sous-produit indépendant de l'administration Hollande, Emmanuel Macron, « ni de droite ni de gauche », obtient le soutien de la droite du parti socialiste ainsi que de la plupart de l'élite globaliste néolibérale.

Macron est le vainqueur programmé. Mais d'abord, un coup d'oeil à son opposition à gauche. Avec moins de dix pour cent de popularité, François Hollande s'est rendu à contrecœur aux objurgations de ses collègues pour éviter l'humiliation d'une cuisante défaite s'il brigait un second mandat. La primaire peu fréquentée du parti socialiste devait choisir le farouchement pro-Israélien premier ministre Manuel Valls. Ou sinon, sur sa gauche, Arnaud Montebourg, une espèce de Warren Beatty de la politique française, notoire pour ses liaisons romantiques et ses plaidoyers en faveur de la ré-industrialisation de la France.

Mais de nouveau, surprise ! Le vainqueur fut un terne et peu connu tâcheron du parti, Benoît Hamon, qui chevaucha la vague de mécontentement populaire pour apparaître comme un critique et une alternative « de gauche » à un gouvernement socialiste qui a trahi toutes les promesses faites par Hollande de combattre « la finance » et, au lieu de cela, a attaqué les droits des travailleurs. Hamon a pimenté sa revendication d'homme de gauche en présentant un truc à la mode ailleurs en Europe mais une nouveauté dans le discours politique français : « *le revenu de base universel* ». L'idée de donner à chaque citoyen une allocation, la même pour tous, peut sembler attrayante pour les jeunes qui ont de la difficulté à trouver un emploi. Mais cette idée, appuyée par Milton Friedman et les autres apôtres du capitalisme financier débridé, est en fait un piège. Le projet tient pour acquis que le non-emploi est permanent, contrairement aux projets visant à créer des emplois ou à partager le travail. Il serait financé en remplaçant toute une panoplie d'allocations sociales, au nom de « *l'élimination de la bureaucratie* » et de « *la liberté de consommation* ». Le projet achèverait l'affaiblissement de la classe ouvrière comme force politique, en détruisant le capital social commun représenté par les services publics, et en partageant les classes dépendantes entre travailleurs payés et consommateurs oisifs.

Il y a peu de chance que le revenu universel devienne un point sérieux à l'ordre du jour de la politique française. Pour le moment, la revendication de radicalité de Hamon sert à détourner les électeurs du candidat de gauche

indépendant Jean-Luc Mélenchon. L'un et l'autre rivalisent pour le soutien des Verts et des militants du parti communiste français, lequel a perdu toute capacité à définir ses propres positions.

La gauche divisée

Orateur impressionnant, Mélenchon s'est fait connaître en 2005 en tant qu'opposant de premier plan à la proposition de constitution européenne, qui fut rejetée clairement par les Français dans un referendum mais fut néanmoins adoptée sous un autre nom par l'Assemblée nationale française. Comme beaucoup de gens de gauche en France, Mélenchon est un ancien trotskiste (tendance posadiste, plus sensible aux révolutions du tiers monde que ses rivaux) passé au parti socialiste, qu'il a quitté en 2008 pour fonder le Parti de gauche. Il a sporadiquement courtisé le parti communiste à la dérive pour qu'il le rejoigne dans le Front de gauche, puis s'est proclamé le candidat pour la présidence d'un nouveau mouvement indépendant appelé « *La France insoumise* ». Mélenchon est combatif envers la presse française docile, alors qu'il défend des positions non orthodoxes, par exemple en faisant les louanges de Chavez ou en rejetant la politique étrangère russophobe actuelle de la France. Contrairement au conventionnel Hamon, qui suit la ligne du parti socialiste, Mélenchon veut que la France quitte l'euro et l'OTAN.

Il y a deux très fortes personnalités dans cette compétition : Mélenchon à gauche et son adversaire de choix, Marine Le Pen, à droite. Dans le passé, leur rivalité dans les élections locales les a empêchés l'un et l'autre de gagner, alors même qu'elle arrivait en tête. Leurs positions en matière de politique étrangère sont difficiles à départager : critique de l'Union européenne, désir de quitter l'OTAN, bonnes relations avec la Russie.

Comme tous deux dévient de la ligne établie, ils sont tous deux dénoncés comme « *populistes* », un terme qui en est venu à vouloir dire quiconque fait davantage attention à ce que veulent les gens ordinaires qu'à ce que l'Establishment édicte.

En matière de politique sociale, de préservation des services sociaux et des droits des travailleurs, Le Pen est bien à la gauche de Fillon. Mais le stigmate attaché au *Front National* comme parti d'extrême-droite demeure, bien que, avec son proche conseiller Florian Philippot, Marine Le Pen ait écarté son père, Jean-Marie, et ajusté la ligne du parti pour attirer les électeurs de la classe ouvrière. La principale relique du vieux *Front National* est son hostilité envers l'immigration, qui à présent se concentre sur la peur des terroristes islamiques. Les tueries terroristes de Paris et de Nice ont rendu ces positions plus populaires qu'elles ne l'étaient. Dans son effort de surmonter la réputation d'antisémite de son père, Marine Le Pen fait de son mieux pour courtiser la communauté juive, aidée par son rejet de l'islam « *ostentatoire* », allant jusqu'à réclamer l'interdiction de porter un foulard musulman en public.

Un second tour entre Mélenchon et Le Pen serait une rencontre entre une gauche ravivée et une droite revivifiée, un vrai changement loin de l'orthodoxie politique qui a aliéné une bonne partie de l'électorat. Cela pourrait rendre la politique excitante de nouveau. Alors que le mécontentement populaire envers « *le système* » grandit, il a été suggéré (par le mensuel non-conformiste *Causeur* d'Élisabeth Lévy) que l'anti-système Mélenchon pourrait bien avoir la meilleure chance de battre l'anti-système Le Pen en s'attirant les voix de la classe ouvrière.

Comment fabriquer un consensus

Mais l'establishment néolibéral, pro-OTAN et pro-Union européenne, s'active à empêcher que cela n'arrive. Sur toutes les couvertures de magazines comme dans tous les talkshows, les médias ont montré leur allégeance à un candidat modéré « *Nouveau ! Amélioré !* » vendu au public comme un produit de consommation. À ses

rassemblements, de jeunes volontaires soigneusement entraînés et placés en vue des caméras accueillent la moindre vague déclaration de l'orateur de clameurs délirantes en agitant des drapeaux et en scandant « *Ma ! Cron ! Président !* » avant d'aller en boîte faire la fête offerte pour les récompenser. Jamais un candidat sérieux à la présidence n'a autant ressemblé à un robot, en ce sens que c'est une création artificielle conçue par des experts pour une tâche spécifique.

Emmanuel Macron était un banquier d'affaires de premier plan qui gagnait des millions au service de la banque Rothschild, quand, en 2007, à l'âge de 29 ans, ce brillant jeune économiste fut invité dans la cour des grands par Jacques Attali, un gourou immensément influent, dont le conseil depuis les années 1980 a joué un rôle central dans la conversion du parti socialiste au globalisme néolibéral pro-capitaliste. Attali le fit entrer dans son groupe de réflexion privé, la « *Commission pour la libération de la croissance française* », qui avait aidé à la conception des « *300 propositions pour changer la France* » présentées au président Sarkozy un an plus tard comme un projet de gouvernement. Sarkozy a échoué à les mettre toutes en oeuvre, par crainte de révoltes syndicales, mais les socialistes soi-disant « *de gauche* » ont pu se permettre des mesures anti-syndicales drastiques grâce à leur discours plus lénifiant.

Lequel discours fut illustré par le candidat présidentiel François Hollande en 2012 quand il suscita l'enthousiasme en déclarant dans une réunion publique : « *Mon ennemi réel c'est le monde de la finance !* » La gauche applaudit et vota pour lui. Entretemps, par précaution, il avait dépêché Macron à Londres pour rassurer l'élite financière de la City qu'il ne s'agissait que d'un discours électoral.

Après son élection, Hollande fit entrer Macron dans son équipe. Ensuite, il lui fut confié un poste gouvernemental à consonance super moderne comme ministre de l'Économie, de l'industrie et du numérique en 2014. Avec le charme terne d'un mannequin de grand magasin, Macron a éclipsé son irascible collègue, le premier ministre Manuel Valls, dans leur rivalité silencieuse pour succéder à leur patron, le président Hollande. Macron s'est acquis l'affection des grandes entreprises en donnant à ses réformes anti-syndicales un air jeune, propre et « *progressiste* ». En fait, il a quasiment suivi l'agenda d'Attali.

Le thème, c'est « *la compétitivité* ». Dans un monde globalisé, un pays doit attirer du capital d'investissement pour être concurrentiel, et pour cela il est nécessaire d'abaisser les coûts du travail. Une façon classique de le faire, c'est d'encourager l'immigration. Avec la montée des politiques identitaires, la gauche est mieux placée que la droite pour justifier une immigration massive en termes moraux, comme une mesure humanitaire. C'est une raison pour laquelle le parti démocrate aux États-Unis et le parti socialiste en France sont devenus les partenaires politiques du globalisme néolibéral. Ensemble, ils ont changé les perspectives de la gauche officielle de mesures structurelles promouvant l'égalité économique en des mesures morales promouvant l'égalité des minorités et de la majorité.

Seulement l'an dernier, Macron a fondé (ou on a fondé pour lui) son mouvement politique, baptisé « *En marche !* » et caractérisé par des réunions publiques avec de jeunes groupies portant des T-shirts Macron. Au bout de trois mois, il a senti le besoin de diriger la nation et il a annoncé sa candidature à la présidence. De nombreuses personnalités ont déserté le bateau socialiste échoué et rejoignent Macron, dont la forte ressemblance politique à Hillary Clinton suggère que c'est lui qui peut montrer la voie afin de créer un parti démocrate français sur le modèle usaméricain. Hillary a certes perdu, mais elle reste la favorite de l'*OTANistan*. Et bien évidemment, la couverture médiatique US confirme cette notion. Un coup d'oeil au papier extatique de Robert Zaretsky dans *Foreign Policy* acclamant « le politicien français anglophone et germanophile que l'Europe attendait » ne laisse aucun doute : Macron est bien le chouchou de l'élite globalisante transatlantique.

Pour le moment, Macron est seulement second derrière Marine Le Pen dans les sondages, qui montrent aussi qu'il la vaincra haut la main au second tour. Toutefois, son charme soigneusement manufacturé est vulnérable à une plus grande information publique sur ses liens étroits avec l'élite économique.

La faute aux Russes

Face à cette éventualité, il existe une frappe préventive, importée directement des États-Unis : « **c'est la faute aux Russes !** »

Qu'ont fait les Russes de si terrible ? En gros, ils ont fait savoir qu'ils avaient une préférence pour avoir des amis plutôt que des ennemis comme chefs de gouvernement. La belle affaire ! Les médias d'information russes critiquent, ou interviewent des gens qui critiquent, les candidats hostiles à Moscou. Rien de bien extraordinaire, là encore.

A titre d'exemple de cette ingérence choquante, qui prétendument risque de saborder la république française et les valeurs occidentales, l'agence d'information russe *Sputnik* a interviewé un membre républicain du parlement français, Nicolas Dhuicq, qui a osé dire que Macron pourrait être « *un agent du système financier usaméricain* ». Ce qui est pour le moins évident. Mais le tollé qui en est résulté a fait l'impasse sur ce détail pour accuser les médias étatiques russes de « *commencer à faire circuler des rumeurs selon lesquelles Macron a eu une affaire extra maritale homosexuelle* » (The EU Observer, 13 février 2017). En fait, cette « *calomnie sexuelle* » circulait déjà surtout dans les milieux homosexuels de Paris, pour lesquels le scandale, s'il en est un, n'est pas l'orientation sexuelle prêtée à Macron mais plutôt le fait qu'il la nie. L'ancien maire de Paris, Bertrand Delanoë, était ouvertement homosexuel ; le bras droit de Marine Le Pen, Florian Philippot, est homosexuel ; en France, être homosexuel n'est pas un problème.

Macron est soutenu par un « *lobby homo très fortuné* », aurait affirmé Dhuicq. Tout le monde sait de qui il s'agit : Pierre Bergé, le riche et influent directeur commercial d'Yves Saint Laurent, la personnification du radical chic, farouche partisan de la gestation pour autrui, un sujet brûlant en France, et la vraie controverse derrière l'opposition ratée au mariage homosexuel.

L'État profond monte à la surface

L'étonnante adoption en France de la campagne anti-russe usa américaine montre une lutte titanesque pour le contrôle de la « *narration* » - la version de la réalité internationale consommée par la masse des gens qui n'ont pas les moyens d'entreprendre leurs propres recherches. Le contrôle de la narration est le coeur critique de ce que Washington décrit comme son « *soft power* ». Le « *hard power* » peut livrer des guerres et renverser des gouvernements. Le *soft power* explique aux quidams pourquoi c'était la bonne chose à faire. Les États-Unis peuvent littéralement tout se permettre aussi longtemps qu'ils peuvent raconter une histoire à leur avantage, sans risque d'être contredits de façon crédible. En ce qui concerne les points sensibles du monde, que ce soit l'Irak, la Libye ou l'Ukraine, le contrôle de la *narration* est fondamentalement exercé par le partenariat entre les services de renseignement et les médias. Les services de renseignement écrivent l'histoire et les grands médias la racontent.

Ensemble, les sources anonymes de « *l'État profond* » et les médias de masse ont pris l'habitude de contrôler la narration racontée au public. Ils ne veulent pas abandonner ce pouvoir. Et ils ne veulent assurément pas le voir contesté par des *outsiders* - notamment par les médias russes qui racontent une histoire différente.

C'est une des raisons de la campagne extraordinaire en cours pour dénoncer les médias russes et autres médias alternatifs comme diffuseurs de « *fausses nouvelles* », afin de discréditer des sources rivales. L'existence même de la chaîne d'information internationale russe RT a suscité une hostilité immédiate : comment les Russes osent-ils se mêler de notre version de la réalité ! Hillary Clinton avait mis en garde contre RT quand elle était secrétaire d'État et son successeur John Kerry a dénoncé la chaîne comme « *un mégaphone de propagande* ». Ce que nous disons est vrai ; ce qu'ils disent ne peut être que de la propagande.

La dénonciation des médias russes et de la prétendue « *ingérence russe dans nos élections* » est une invention majeure de la campagne Clinton, qui a ensuite infecté le discours public en Europe occidentale. Cette accusation est un exemple évident de double standard, ou de projection, étant donné que l'espionnage US de tous, y compris les alliés, et l'ingérence des États-Unis d'Amérique dans les élections à l'étranger sont de notoriété publique.

La campagne dénonçant les « *fausses nouvelles* » émanant de Moscou bat son plein en France comme en Allemagne à l'approche des élections. C'est cette accusation qui empoisonne la campagne, pas les médias russes. L'accusation que Marine Le Pen est « **la candidate de Moscou** » est non seulement supposée ruiner ses chances, mais c'est aussi un ballon d'essai pour susciter une possible « *révolution de couleur* » si d'aventure elle gagnait l'élection du 7 mai. L'ingérence de la CIA dans les élections étrangères est loin de se limiter à des bulletins d'information controversés.

En l'absence d'une authentique menace russe en Europe, affirmer que les médias russes « *empiètent sur notre démocratie* » revient à désigner la Russie comme un ennemi agressif et, par là même, à justifier l'énorme accroissement du potentiel militaire de l'OTAN dans le nord-est de l'Europe, ce qui ravive le militarisme allemand et dévie la richesse nationale vers l'industrie d'armement.

D'une certaine façon, l'élection française est une extension de l'élection usaméricaine, dans laquelle l'État profond a perdu sa candidate préférée, mais pas le pouvoir. Les mêmes forces sont à l'oeuvre ici, soutenant Macron comme un Clinton français, mais prêtes à stigmatiser tout opposant comme un instrument de Moscou.

Ce qui s'est passé ces derniers mois a confirmé l'existence d'un *État profond* qui est non seulement national mais transatlantique et aspire à être global [mondial]. La campagne antirusse est une révélation. Elle révèle à bien des gens qu'il y a réellement un *État profond*, un orchestre transatlantique qui joue le même air sans chef d'orchestre apparent. Le terme « *État profond* » apparaît soudain même dans le discours des fidèles au système, comme une réalité qui ne peut être niée, même s'il est difficile de la définir avec précision. Au lieu de « *Complexe militaro-industriel* », on devrait peut-être l'appeler « *Complexe médiatico-cum-renseignement-militaro-industriel* » (*Military Industrial Media Intelligence Complex - MIMIC* en anglais). Son pouvoir est énorme, mais reconnaître qu'il existe est le premier pas pour nous libérer de son emprise.

Diana Johnstone* pour [CounterPunch](#)

ORIGINAL : « [France : Another Ghastly Presidential Election Campaign ; the Deep State Rises to the Surface](#) ». Diana Johnstone from Paris, France, February 17, 2017.

[CounterPunch](#). Usa, le 17 février 2017.

Traduit de l'anglais pour [Arrêt sur Info](#) par : Marcel Barang.

* **Diana Johnstone** est une universitaire et journaliste usaméricaine. Diplômée d'études slaves, elle a obtenu son doctorat à l'Université du Minnesota. Journaliste à l'Agence France Presse dans les années 1970, elle a séjourné en France, en Allemagne et en Italie, avant de s'installer définitivement à Paris en 1990.. Elle est l'auteur de « [Fools' Crusade : Yugoslavia, NATO, and Western Delusions](#) ». Son nouveau livre, « *Reine du Chaos : les Mésaventures de Hillary Clinton* », sera publié par *CounterPunch* en septembre 2015.